

Débat

De Khrouchtchev à Gorbatchev, le système soviétique est-il réformable?

ALAIN BESANÇON, CORNÉLIUS CASTORIADIS
ROBERT CHARVIN, JEAN ELLEINSTEIN
MARC FERRO, PATRICE GELARD
ANNIE KRIEGEL, MICHEL LESAGE, LILLY MARCOU

Alain Besançon. — Le système soviétique n'est menacé ni par la force hostile de la société civile (depuis longtemps atomisée), ni par une division dans le groupe dirigeant. En cela l'URSS est différente de la Chine. Mais le régime doit faire face à deux problèmes de plus en plus urgents.

Le premier est la fragilité de la base matérielle de sa puissance. Le pourrissement du système de production pèse sur le secteur prioritaire des armements, et oblige à une concentration des ressources telle qu'elle risque d'être bientôt dangereuse en même temps qu'insuffisante. Le second est la corruption de l'essence léniniste du parti. A cause du déclin de l'idéologie, le parti tend à se transformer en *caste* privilégiée, le pouvoir étant voulu pour les avantages matériels qu'il procure. A cause du développement vertigineux de la seconde économie, le parti tend à entrer en relation d'intérêt avec la société et donc à se transformer en *classe* privilégiée. Pour empêcher le membre du parti de trafiquer, de vendre sa protection, de se servir sur le second marché, il faut l'isoler en l'entourant d'un réseau spécial de magasins, d'hôpitaux et d'écoles réservés. Mais la barrière devient poreuse.

Il y a théoriquement deux voies pour résoudre cette crise. La première serait de revenir à un style stalinien de gouvernement. Mais ce n'est plus possible. Le parti n'en a ni l'envie ni les moyens moraux. Ensuite cela réduirait encore la base de la puissance. Il n'y a plus de paysans à envoyer dans les grands chantiers et ce n'est pas dans la peur qu'on conçoit les systèmes informatiques. La seconde serait de se débarrasser de l'idéologie. Les avantages seraient immenses (gestion enfin rationnelle, privilèges enfin consolidés et reconnus, etc.), mais cela équivaldrait à une révolution. Le parti ne peut se dissoudre lui-même. Il ne peut pas non plus remplacer l'idéologie par le national-bolchevisme : ce ne serait rien d'autre en effet que le vieux nationalisme grand russe, bien incapable de tenir partout où

elle existe, la domination communiste. Le système ne peut devenir l'ancien Empire panrusse sans éclater.

C'est pourquoi le régime navigue à vue, depuis la chute de Khrouchtchev, entre l'impossible retour à Staline et la dangereuse dérive vers le national-bolchevisme. Gorbatchev, à cet égard, ne fait rien d'autre que de proposer un mélange, légèrement différent, de ces deux ingrédients.

En politique intérieure on ne fait rien (Brejnev) ou on fait semblant de faire quelque chose (Gorbatchev), parce qu'on sait que les problèmes ne sont pas solubles à l'intérieur du cadre qu'il s'agit de préserver. C'est donc la torpeur coupée de temps à autre par des appels à l'enthousiasme.

La politique extérieure, au contraire, est maximisée parce que c'est d'elle qu'on attend le colmatage et la survie du régime. Elle se déploie dans deux directions. Il s'agit d'abord d'obtenir de l'Occident qu'il subventionne et développe le système de production et de puissance. Ensuite d'obtenir à l'occasion des « grands succès », en étendant la zone de domination ou d'influence communiste et en la gardant sous le contrôle de Moscou. Le lieu stratégique qui marquerait la victoire, ou la très longue survie du régime, c'est l'Europe.

Ce n'est pas par le prestige de la croissance économique que la politique extérieure peut marquer des succès, ni par la force militaire, qui pâtit du pourrissement général. Mais par la diplomatie, qui est depuis toujours ce qui marche le mieux en URSS et qui jouit d'une supériorité absolue sur la diplomatie des démocraties.

Cornélius Castoriadis :

1 / On peut décrire sur le papier, de manière cohérente, un capitalisme bureaucratique *de marché*. Le *blueprint* est simple. La propriété d'Etat (ou « du peuple ») est maintenue sur les entreprises dépassant une certaine taille ; au-dessous de cette taille, de nouvelles entreprises peuvent être créées par qui veut et peut. Les kolkhozes sont dissous, la terre est restituée aux paysans ou à des coopératives volontaires. Les entreprises (d'Etat ou privées) sont libres de fixer leurs prix, d'embaucher et de licencier, d'acheter au fournisseur le moins cher et de vendre au plus offrant. Les dirigeants des firmes d'Etat sont nommés (comme en France) par l'Etat, c'est-à-dire le Parti. Le personnel (directorial ou total) bénéficie d'un pourcentage de participation aux éventuels profits nets. Prix et salaires sont libres de trouver leurs « niveaux d'équilibre ». Les entreprises rentables réinvestissent leurs profits, les autres (si elles ne peuvent obtenir des crédits) ferment. Des banques d'investissement financent les investissements à long terme, avec comme critère unique (ou essentiel) leur rentabilité. La Banque centrale et le ministère des Finances contrôlent l'équilibre général moyennant les taux d'intérêt et d'imposition. Les dépenses de l'Etat sont financées par l'impôt (sur les profits, les revenus ou la consommation). Le monopole du commerce extérieur est supprimé, et la concurrence étrangère est maintenue dans des limites tolérables moyennant une forte dévaluation du rouble et/ou des barrières douanières suffisantes.

S'il faut trouver une logique derrière les mesures partielles et les déclarations à ce jour du groupe Gorbatchev, elle ne peut être que celle de ce *blueprint*.

2 / Mais cette logique n'existe que sur le papier. D'abord, comment passer d'« ici » à « là-bas », de la Russie réelle d'aujourd'hui à cette Russie fictive ? Sur le papier, même pour ce passage des solutions existent — mais elles sont beaucoup plus difficiles. Les résultats à court et à moyen terme de mesures qui tenteraient de réaliser, même graduellement, le modèle esquissé, ne peuvent être que dramatiques : chômage massif, hausse considérable des prix à la consommation (très fortement subventionnés à présent), dislocation géographique, professionnelle et sociale. Les mesures qui entrent en application début 1988 (libération des transactions inter-entreprises pour 60 % des firmes), combinées qu'elles sont avec le maintien de la structure des prix existante (dont tous s'accordent pour reconnaître la totale irrationalité), apparaissent comme incohérentes. Elles n'acquerraient une logique que si l'on passait rapidement à la libération des prix pour toutes les entreprises — qui, à son tour, conduirait à des absurdités si elle n'était pas accompagnée de la liberté d'embaucher et de licencier du personnel.

3 / D'autre part, dans les conditions de la Russie et du ^{xx}e siècle finissant, une réforme réelle ne peut pas se faire par des décrets pris au sommet, sans le soutien et la participation actifs de larges couches de la population. Une telle réforme exigerait pour réussir un vaste mouvement social-historique. Non seulement un tel mouvement n'existe pas aujourd'hui en Russie (et, s'il se faisait jour, il ferait tout éclater), mais les mesures prises, pour autant qu'elles commenceraient à mordre sur la réalité, ne pourraient que coaliser contre elles ceux qui devraient les réaliser sur le terrain — la grande majorité des bureaucrates et la quasi-totalité des travailleurs salariés.

4 / Mais le plus important est qu'il est impossible de voir le type de société et de régime politique qui correspondrait à cette économie de capitalisme bureaucratique de marché. Les tensions que son instauration, soudaine ou graduelle, engendreraient, appelleraient un renforcement, non pas une diminution, des pouvoirs du parti. Inversement, chaque étape menant vers un succès économique des réformes renforcerait la puissance économique, le rôle, le poids et la visibilité sociale des couches qui en profiteraient (paysans aisés, cadres techniques, scientifiques et managériaux, intelligentsia), qui tôt ou tard demanderaient leur part du pouvoir politique.

5 / A ces contradictions s'ajoutent celles résultant de la libéralisation contrôlée de l'information et de la vie culturelle. Personne n'a encore réussi à définir le millimètre précis séparant la recherche permise de la vérité, et sa recherche interdite. Et les signes se multiplient à la fois des réactions hostiles des « conservateurs », et d'une prolifération commençante de micro-organisations non officielles qui essaient de profiter de chaque parcelle de terrain devenue disponible et semblent vouloir mettre en discussion tous les aspects de la vie sociale et politique.

6 / Le conflit entre le groupe des « modernisateurs » et la grande masse conservatrice de la bureaucratie (et ses représentants au sommet de l'appareil) pour l'instant couve. Les antinomies de la politique entreprise et les effets en premier lieu négatifs qu'elle produira si elle est tant soit peu effectivement appliquée, l'anticipation aussi des dangers qu'elle comporte pour l'Empire à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières (nationalités asservies, pays satellites), ne pourront que l'aiguïser. On ne peut pas totalement exclure une retraite de Gorbatchev sur une sorte de néo-NEP, qui diminuerait quelque peu les irrationalités les plus flagrantes du présent système, mais aussi perpétuerait les facteurs d'instabilité. Mais, plus probablement, ou bien le conflit sera résolu par l'élimination de Gorbatchev (ou la mise en veilleuse de sa politique), ou bien il éclatera au grand jour, auquel cas on assistera à une entrée en scène soit de l'armée soit de la population, et peut-être des deux à la fois.

7 / En tout état de cause, impossible de ne pas voir dans les événements des trois dernières années — comme, à d'autres titres, dans tous ceux qui ont suivi la mort de Staline — la démonstration éclatante du fait que le totalitarisme russe n'est pas un régime en dehors de l'histoire, qu'il est travaillé par de puissants facteurs de changement et, potentiellement, de dislocation ou plutôt d'explosion. Impossible aussi de ne pas voir que la période actuelle de levée du musèlement total, indépendamment des intentions de ses auteurs et dût-elle se terminer demain matin, aura semé une foule de germes gros d'effets importants pour l'histoire ultérieure de la Russie.

Robert Charvin. — La preuve du changement, c'est qu'on y résiste. Après l'unanimité formelle — malgré les nombreux changements de cadres dans l'appareil du parti et de l'Etat — sur « l'accélération du développement économique et social » (en 1985), puis sur une *perestroïka* globale et généralisée (lors du XXVII^e Congrès en 1986), fondée sur les nécessités imposées par les difficultés économiques et sur l'opportunisme de ceux qui se servent du socialisme plus qu'ils ne le servent, les résistances ouvertes à la seconde « révolution » soviétique sont apparues. Avec plus de clarté, à chaque temps fort du nouveau cours, lorsque le discours tend à se matérialiser¹. Hier, à l'occasion du Comité central de janvier 1987, demain plus encore, lors de la Conférence nationale du Parti en 1988, consacrée, selon les souhaits de M. Gorbatchev, à la rénovation du parti lui-même.

C'est que le socialisme, comme toute formation sociale, est un processus historique, une étape dans le mouvement des contradictions et il paraît bien étrange qu'une société se réclamant du marxisme accueille comme une innovation la mise en exergue de ses propres contradictions.

1. Sans parler des oppositions, réticences ou inquiétudes qui se manifestent sous des formes variées (souvent discrètes) dans certains Etats socialistes et certains partis communistes.

C'est que l'*Homo Sovieticus*, sous-homme issu d'un moule unique, incapable de prétendre à quelques aspirations individuelles non conformes (à l'exception du dissident), n'est qu'un fantasme né d'une analyse idéologique fondée sur des dogmes (l'immobilisme intrinsèque de la société soviétique, l'absence de toute différenciation sociologique, un système politique exclusivement et spécifiquement coercitif, etc.)². Le discours sur le « totalitarisme » et la surestimation des oppositions extra-socialistes (nationaliste, religieuse, libérale, etc.) n'ont pas permis d'« entendre pousser l'herbe » sous le monolithisme brejnévien, malgré la brève émergence de I. Andropov. Depuis de longues années, dans le cadre du socialisme, au fil de conflits feutrés, des projets sont nés, des individus et des équipes se sont préparés : M. Gorbatchev (comme N. Khrouchtchev ou I. Andropov) est issu des structures soviétiques, travaillées par leurs propres contradictions. La réforme, comme la révolution (d'en haut ou d'en bas) *dans* le socialisme, ne sont ni plus ni moins surprenantes³ que celles affectant les sociétés non socialistes ou qui ont concerné les 4 ou 5 000 formations sociales recensées depuis le début de l'humanité.

La vraie question est de savoir si comme sait bien le faire le libéralisme, « tout va changer pour que rien (d'essentiel) ne change » : l'URSS, à nouveau centre d'initiatives ou vieille révolution établie en puissance de seconde zone, laissant le neuf venir d'ailleurs ?

La croissance de la part du droit, par exemple, peut améliorer la régulation de l'appareil économique, renforcer la protection des individus, mais aussi favoriser une homogénéité sociale artificielle que n'a pu réaliser une éthique socialiste restée embryonnaire et compenser le déclin des valeurs régulatrices de nature mythique (« charisme » des dirigeants, infaillibilité de la doctrine, etc.). Autrement dit, « laïcisation » du régime par le droit ou intégration substantielle de la démocratie et du socialisme ?

La pluralité des candidatures, le secret des votes, la multiplicité des scrutins, dans les structures de l'Etat, du parti et de l'entreprise, peuvent être une contribution à une démocratie socialiste vivante, réussissant la transition d'un mode de production étatique, simplement déprivatisé, à un authentique mode de production socialiste. Si l'élection ne s'inscrit pas dans une révolution culturelle globale où chaque individu apprend l'irrespect, l'esprit d'indépendance et de responsabilité, elle n'est qu'instrument de consensus.

Or, il y a affrontements. Dans la société soviétique, comme dans toute société, il y a confrontation entre les « conservateurs » (sans doute majoritaires parmi les 18 millions de membres des appareils du parti et de l'Etat, et nombreux dans la société civile) pour qui le « socialisme réel » est harmonieux parce qu'il leur est profitable — soit en avantages matériels soit le plus souvent en notoriété et en pouvoir de domination —, et les « progres-

2. Cf. J. Radvanyi, *L'URSS en révolution*, 1987.

3. Qui peut nier, par exemple, les profondes différences du socialisme hongrois d'avant ou d'après 1956 ?

sistes ». Ces derniers, présents eux aussi dans toutes les instances, mieux représentés aujourd'hui dans les échelons supérieurs que chez les cadres moyens, préconisent un autre socialisme, armé de nouveaux moyens pour des fins inédites.

Les créateurs, bénéficiaires des premières nouvelles libertés, applaudissent. Les directeurs d'entreprise sont par contre nombreux à freiner les orientations autogestionnaires. Les fonctionnaires des services de sécurité s'inquiètent de la *glasnost* et de l'éventuelle disparition de leur raison d'être. Le repositionnement du parti dans la société menace les multiples pouvoirs des petits « chefs », inaptes à « diriger » (au sens gramscien) sans « dominer ». Terrorisés sont les privilégiés de la corruption et des trafics divers de l'économie parallèle, soupape de sécurité du pouvoir conservateur. Nombreux sont donc ceux qui souhaitent réduire une fois de plus la *perestroïka* à une simple restructuration économique. Sans parler des structures structurantes des formes d'organisation traditionnelles capables de changer les hommes (y compris les révolutionnaires) renonçant alors à changer la vie.

Hier, sans examen ou presque, le système soviétique était jugé non réformable. Aujourd'hui, devant l'évidence, la question est posée mais seuls les politiques peuvent être aptes au prophétisme. La profondeur de l'évolution reste incertaine, même à l'aide d'une approche dialectique du réel !

Rien ne dit même que le peuple soviétique veuille faire usage d'une révolution d'en haut ; il y a si longtemps que le pouvoir est fétichisé... Aucune promesse alléchante, en effet (à court terme, le niveau de vie ne changera pas), sauf celle d'un monde nouveau... Or, la démocratie est encore une idée neuve à l'heure des technocraties.

La seule certitude est que l'enjeu dépasse singulièrement la seule société soviétique. Raison de plus pour la prendre davantage au sérieux scientifique.

Jean Elleinstein. — On continue en Occident d'étudier l'Union soviétique à partir de nos propres critères et au nom de nos propres valeurs. Moralement, ce n'est pas faux. La liberté de la presse a une valeur de caractère universel qu'aucune frontière ne saurait limiter. Il reste que la Russie et l'Union soviétique ont leur propre histoire, leurs pesanteurs de toutes sortes accumulées en strates successives pendant des siècles, des tsars à Brejnev et cette effrayante époque du stalinisme. C'est dans cette perspective qu'il faut insérer la politique de Gorbatchev. Puissante militairement, l'URSS est économiquement faible. La médiocrité de ses résultats économiques provient pour une part de l'étatisation intégrale de son système économique et de son fonctionnement bureaucratique, pour une autre part du poids excessif de ses dépenses militaires. Les deux puissances qui ont connu la plus grande expansion depuis vingt ans sont le Japon et l'Allemagne fédérale — des pays dont l'effort d'armement est

mince. La société soviétique s'est transformée depuis la période khrouchtchévienne. Ses besoins sont différents matériellement et culturellement. Il reste que les réformes économiques sont insuffisantes en elles-mêmes et que des réformes politiques sont nécessaires. Gorbatchev se heurte par là même, dès lors qu'il parle de *perestroïka* et de *glasnost*, au système lui-même et sans doute à sa propre idéologie, à ses propres contradictions, autant qu'aux résistances de ceux que les réformes ne sauraient que léser, c'est-à-dire la Nomenklatura. Il serait faux de dire que rien ne change en URSS mais il serait encore plus erroné de penser que le système soviétique va devenir dans les années à venir une démocratie à l'occidentale.

Toute réforme profonde se heurte aux limites mêmes du système (l'économie d'Etat + la dictature). Soit Gorbatchev voudra et pourra aller au-delà du système, soit il se fracassera sur l'iceberg du système soviétique, soit enfin il ne voudra que redorer le blason défraîchi du modèle soviétique. Nous verrons.

Marc Ferro. — La recherche sur l'URSS réussira-t-elle à se dissocier de tout préalable idéologique ? Avant-hier, celui-ci s'appelait le déterminisme et les spécialistes de l'URSS ferraillaient sur la signification de la Révolution d'Octobre : avait-elle été, ou non, inéluctable... ? Hier, les croisés de la veille débattaient de la spécificité du totalitarisme à l'Est, en le définissant comme un modèle : le pire ne pouvait ainsi exister ailleurs. Aujourd'hui, on retrouve les mêmes combattants qui changent de tunique : ils se demandent si, oui ou non, le système peut changer... Cette attitude rappelle irrésistiblement celle de ces savants qui, au retour de Magellan, continuaient à se demander si la Terre était ronde. Leurs descendants s'interrogent à présent, avec la même incrédulité, sur la réalité des changements en URSS, alors que ceux-ci ont lieu sous leurs yeux...

Alexandre Zinoviev est sans doute le plus doué de ces analystes. Dans son dernier ouvrage, *Le gorbatchevisme ou les pouvoirs d'une illusion*, il énumère trois arguments. Premièrement, écrit Zinoviev, la *perestroïka* n'existe qu'en paroles, elle n'a pas de réalité. En second lieu, énonce-t-il, si Gorbatchev voulait réellement effectuer de véritables réformes, il ne le pourrait pas. Et enfin — troisième argument —, si jamais il le pouvait, ce serait la société elle-même qui empêcherait ces réformes d'aboutir car elles ne correspondent pas, toujours aux yeux de Zinoviev, aux vrais besoins de l'« homme soviétique ».

De la part d'un dissident, le premier argument surprend, car l'absence de liberté de parole était bien l'une des caractéristiques essentielles du régime soviétique à ses yeux jusqu'à une époque pas si reculée. Or, il est évident qu'aujourd'hui, en URSS, plusieurs discours sont possibles, simultanément, et que le pouvoir les encourage... Une certaine pluralité de points de vue, hier tolérée dans des domaines très restreints, est désormais prise en compte. Toute parole du pouvoir n'est plus présentée comme l'expression d'une vérité scientifiquement irréfutable, mais comme susceptible

d'être contestée. Hier encore le parti était censé détenir le monopole de la vérité ; aujourd'hui, il fait appel aux analyses de tous, indépendamment de l'appartenance de chacun à ce parti : les fondements de la légitimité du pouvoir peuvent ainsi, à terme, se modifier.

La multiplicité des opinions gagne plusieurs sphères de la société : il suffit pour s'en convaincre de regarder certaines émissions de la télévision soviétique. Ceci permet de constater que les citoyens, et les jeunes en particulier, ne se privent pas d'élargir la brèche ainsi ouverte et de jouir de nouvelles *aires d'autonomie* au sein même du système. Parmi les autres, citons le cinéma, le théâtre, la presse. Ces changements se télescopent les uns les autres et leur mouvement finit par atteindre jusqu'à la science historique, actuellement objet de querelles très vives quant à la nature de ses pratiques et sa fonction.

Ainsi commence-t-il à exister en URSS un certain pluralisme des opinions, qui n'a guère de rapports avec le pluralisme à l'occidentale, car en fait, à ce jour, l'essentiel du régime politique demeure en place avec ses interdits et ses lois répressives.

Cependant, on peut déceler une autre transformation, de caractère démocratique, mais qui, cette fois, concerne les institutions. Il demeure vrai, certes, que le parti, en tant qu'instance de pouvoir, tient toujours par en haut ; mais les aires d'autonomie apparaissent à leur tour lorsque la « contagion » démocratique atteint le système du pouvoir dans ses activités proprement administratives, sociales et politiques. Ainsi en va-t-il de la gestion municipale, qui constitue une des activités des Soviets. De 1917 jusqu'aux années 70, ces derniers n'avaient cessé de perdre leur capacité d'agir ; le retournement de tendance date de la fin de l'époque Brejnev, mais il s'accélère depuis deux ans ; les encouragements à l'autonomisation de l'action des Soviets ont été suivis d'effet et les cas de candidatures multiples sont apparus.

Depuis Gorbatchev, on observe un changement aussi en ce qui concerne les syndicats : « Les dirigeants syndicaux... devraient prendre carrément le parti des travailleurs, et avoir enfin des dents. » Concrètement, cela signifie que le régime entend restituer au syndicat non pas sa liberté, mais sa fonction originelle : défendre les droits des travailleurs. Il ne faut pas se leurrer : cela ne touche pas à l'autonomie du pouvoir du syndicat qui demeure greffé sur le sommet du pouvoir. C'est néanmoins un petit pas vers la dissociation des fonctions, ce qui est une forme de démocratisation.

D'ailleurs, dans l'ouvrage qu'il vient de publier, Gorbatchev répète que les activités propres du parti ne sauraient, certes, être mises en cause, mais il tient des propos relativement critiques quant à son hégémonisme et à la grande lenteur de ce dernier à assimiler les idées nouvelles, etc. Certes, le régime continue à tenir par en haut, mais il est clair aussi que la *perestroïka* dérange toute une partie de l'appareil. Par ailleurs, on note que la réforme ne concerne guère les milieux populaires qui, statistiquement, sont peu participationnistes, et pour lesquels les difficultés de la vie quotidienne demeurent, et servent de test. Ils sont donc assez indifférents à ces

changements, sauf si ceux-ci venaient à menacer leurs activités parallèles... notamment les avantages qu'ils en tirent.

On peut ainsi estimer que, pour toute une partie de la population, ces réformes ne sont pas « adaptées ». L'autre partie — intellectuels, artistes, cadres également — jouit certes de l'extension de ces nouvelles sphères d'autonomie, mais est peu homogène et divisée par nature. Les uns et les autres, si on y joint d'autres mécontentements (minorités, pays de l'Europe centrale), peuvent exprimer leurs désaccords fondamentaux avec encore plus de force qu'hier, grâce à toutes ces brèches. Ainsi la démocratisation, avec ses effets indirects, ne peut-elle pas aussi bien amener un renforcement qu'un affaiblissement du consensus en URSS ?

Patrice Gélard. — Trente ans après l'apogée de la période khrouchtchévienne, l'Union soviétique donne toujours l'impression d'un système politique immuable : mêmes institutions, mêmes règles de fonctionnement, même rôle inchangé du Parti communiste. La nouvelle Constitution de 1977 n'a été qu'un rajeunissement de celle de 1936 et surtout les velléités de Khrouchtchev de commencer à créer avec le XXII^e Congrès du PCUS le début de la société communiste se sont enlisées dans la multitude des réformes et des contre-réformes ; peut-être parce que Khrouchtchev n'avait pas voulu ou n'avait pas pu aller jusqu'au bout du processus de déstalinisation.

De là à dire que le système soviétique est définitivement figé, il n'y a qu'un pas. De là à affirmer que le système mis en place par Staline est irrémédiablement verrouillé et qu'il dispose même des moyens d'empêcher toutes réformes et d'éliminer tous ceux qui les envisageraient, il n'y a également qu'un pas.

Mais il ne faut pas s'arrêter à cette vision des choses quelque peu simplifiée. Il suffit de se rendre régulièrement en Union soviétique pour se rendre compte que les choses ne sont plus tout à fait comme avant. Un peu comme une maison que l'on redécouvre mais où les meubles ne sont plus à leur place, où les décors ont changé et où des objets nouveaux sont disséminés ici ou là.

Certes, il s'agit toujours de la même maison, mais soit le locataire n'est plus le même, soit sa façon de voir les choses a évolué.

La première chose qu'il convient de mentionner ce sont naturellement les réformes juridiques ; elles sont peu nombreuses et apparemment peu spectaculaires : codification de l'ensemble du droit, réformes successives de l'entreprise avec la dernière en date de 1987 décidant l'élection par le personnel du directeur et des cadres ; loi sur l'entreprise privée, sur les collectifs de travailleurs, sur les collectivités territoriales, sur l'enseignement, réformes des kolkhozes, les rapprochant progressivement des sovkhozes, réforme du commerce extérieur, etc. Mais ce qui compte, plus que les réformes juridiques, c'est le rôle du droit. Conçu initialement comme le moyen de contraindre les citoyens, il est progressivement devenu le

moyen de protéger les citoyens contre l'arbitraire de l'Etat. Certes, les Soviétiques n'ont pas toujours conscience de cette évolution du droit et il reste encore quelques zones d'ombre. Mais le processus engagé est irréversible et ses conséquences sont innombrables, comme en témoigne l'évolution juridique actuelle des deux Etats les plus engagés dans ce processus que sont la Hongrie et la Pologne. Cette situation va de pair avec une authentique revalorisation du rôle des juristes dans le système soviétique.

Le second élément sur lequel il convient de s'arrêter est la constitution d'une véritable opinion publique. Elle existait depuis longtemps dans des domaines apparemment limités ; mais elle ne cesse de se développer, comme le manifeste l'apparition d'une véritable conscience de protection de l'environnement (pour ne citer que ce point). Il y en aurait d'autres avec le développement de mouvements, non contrôlés par le Parti ou l'Etat, qui se manifestent dans de multiples domaines.

Enfin, il ne faut pas oublier que la génération qui arrive maintenant aux responsabilités n'a jamais connu que le régime soviétique ; qu'elle ne connaît que de façon livresque l'histoire de la Révolution ; qu'elle était trop jeune pour avoir connu la guerre réellement et qu'elle ignore en fait la façon de gouverner d'avant Khrouchtchev.

Changement progressif des hommes, apparition d'une véritable opinion publique, développement d'un Etat — encore imparfait — de droit : tous ces éléments sont facteurs de mutations et de transformations. Certes, l'appareil n'a pas dit son dernier mot. La situation n'est cependant plus la même qu'à l'époque de Khrouchtchev : il n'y avait pas d'opinion publique et la période stalinienne était encore trop proche pour que l'on puisse l'oublier. Plus les années passeront, plus les capacités de résistance de l'appareil seront entamées. Les HÉRITIERS du système n'ont plus tout à fait la même déférence à l'égard de la vieille maison. Ils savent que pour la maintenir, il faut la rénover et non plus la laisser en l'état ; cette rénovation doit affecter tout l'ensemble depuis les fondations, sous peine d'être inutile. Abandonneront-ils devant les difficultés, l'entreprise en route ? ou bien estimeront-ils qu'il vaut mieux laisser les choses en l'état ? Tout est possible maintenant, même une authentique réforme.

Annie Kriegel. — Toute l'ambiguïté de la question repose sur l'extension attribuée au qualificatif de « réformable ». C'est d'ailleurs la même ambiguïté qui avait naguère traversé la discussion autour du concept de « changement » : à l'époque il s'agissait de savoir si le Parti communiste français avait changé, pouvait changer, devait changer, par exemple en devenant « eurocommuniste ».

Tout organisme vivant change et s'autoréforme tant qu'il est vivant, ne serait-ce que par le fait qu'il vieillit. La vieillesse et la décrépitude introduisent des changements et déterminent une évolution — pas seulement dans l'apparence extérieure mais dans tout ce qui touche au rapport au temps comme à la fécondité.

L'Union soviétique, et au-delà d'elle le système socialiste mondial, a eu en soixante-dix ans une *histoire*, dégradation nécessaire, constante ou par paliers, d'un projet à l'épreuve du monde réel. Cette histoire est faite de l'exploration, systématique ou contingente, des virtualités que, sans le savoir ou en le sachant, recélait dès l'origine la logique du projet. C'est là au demeurant l'originalité radicale de cette histoire soviétique : elle fut plus qu'aucune autre dépendante d'un projet très défini et très explicite dès avant le passage de celui-ci de l'utopie et du songe à la vie en grandeur réelle. Les marges, la plasticité, le potentiel de ce projet, susceptibles de fournir une matière jusque-là ignorée, capables d'être le tissu, l'étoffe d'un ameublement du temps et de l'espace à venir, réservent moins de surprises que dans les cas habituels où les projets, dont les diverses sociétés sont issues, sont réduits à des codes très partiels, passablement sommaires et hermétiques.

L'Union soviétique, parce qu'elle a une histoire dont rien n'indique à coup sûr qu'elle est menacée de s'achever à bref délai, de tourner court, ne saurait donc être le siège d'une immobilité cadavérique ni même d'une « stagnation » durable. La « stagnation » dont Brejnev aurait été l'ordonnateur est largement le produit artificiel et polémique du regard critique qu'un nouveau règne doit porter sur les dernières années du règne précédent, surtout quand celui-ci a été long. Ladite « stagnation », qui a affecté surtout le secteur de l'économie et de la société civile, n'a été en fait que l'inéluctable contrepartie des dynamismes qui ont animé les lignes de force du processus de retour, après les divagations khrouchtchéviennes, au droit fil du projet communiste, bref du processus de restauration de l'orthodoxie. Brejnev a présidé à une œuvre que l'on peut qualifier de contre-réforme réussie. Comme toute œuvre de cette sorte, elle n'est pas un « retour à l'identique », mais un retour créateur et en l'occurrence créateur sur trois points : l'accession de l'Union soviétique au statut de grande puissance dans l'ordre militaire (la « parité stratégique » avec les Etats-Unis) ; le réaménagement du système socialiste mondial fondé sur l'alliance « naturelle » du socialisme avec le Tiers Monde, sur la délégation à des partis - Etats mandataires (Cuba, Viêtnam) de la gestion des zones périphériques, sur l'augmentation de la cohérence économique et militaire, par trois voies — intégration, diversification, spécialisation — du noyau consolidé du système qu'est la Communauté des Etats socialistes ; enfin la stabilisation de l'axe qu'est l'appareil du parti et de l'Etat et son érection en une nomenklatura qui rêve désormais de transmission héréditaire.

Dans ces conditions, Gorbatchev peut parfaitement vouloir corriger les torpeurs engendrées par les priorités brejnéviennes en changeant ces priorités. Ce faisant, il n'aurait aucune intention de changer, ni de réformer, ni même de moderniser le système. Comme il ne cesse de le répéter, il se situe, léniniste, à l'intérieur du système et se veut bon communiste. Mais d'une part il peut échouer dans la manœuvre : car c'est plus difficile (encore que Staline y soit parvenu dans les années trente) de donner la priorité au développement économique civil dont les exigences et les

rétributions concernent le peuple entier qu'à l'expansion militaire et extérieure qui n'appelle la mobilisation que de secteurs restreints. D'autre part il peut, au cours de la manœuvre, heurter par inadvertance les poteaux qui marquent la frontière du système. La répression stalinienne par exemple et la terreur avaient été ostensiblement une répression et une terreur anti-parti mais dans une conjoncture où le parti disposait encore de ressources humaines et d'une vitalité qui le faisaient se reconstituer automatiquement. Cette fois il pourrait se faire que le parti, tel qu'il est, se rebiffe à l'avance ou, pire, que, décapité, décimé, malaxé, il n'ait plus la force de se reformer, laissant la place à d'autres formations dont la cristallisation aurait lieu hors système.

Michel Lesage. — La désignation de M. Gorbatchev comme secrétaire général du Comité central du PCUS est le symbole de l'arrivée aux postes de responsabilité en URSS d'une nouvelle génération : celle qui a eu 20-30 ans lors de la mort de Staline et du XX^e Congrès. Peut-on, en tenant compte à la fois de l'état actuel de la société soviétique et des conceptions de ses nouveaux dirigeants, prévoir quelles réformes cette génération peut réaliser pendant les années où elle sera au pouvoir ?

Le système soviétique peut se décomposer en trois éléments constitutifs :

- un système de parti unique, mis en place par Lénine dans les années 1920 ;
- un système de commandement administratif, mis en place par Staline dans les années 1930 ;
- un système de répression policière, mis en place par le même Staline à peu près au même moment.

Depuis la mort de Staline, aucun dirigeant soviétique n'a eu la moindre velléité de toucher au principe du parti unique. Khrouchtchev, tout en maintenant la suprématie du KGB sur la justice, a réformé le système répressif : suppression de la « conférence spéciale », de l'élimination physique des dirigeants, nouveau Code pénal moins rigoureux.

Depuis le milieu des années 50, c'est la réforme du « système administratif », défini par G. Popov dans son article très remarqué de *Science et Vie* (n° 4, 1987) comme « un mécanisme de direction fondé principalement sur des méthodes administratives », qui a été à plusieurs reprises à l'ordre du jour. Khrouchtchev l'a tenté avec les sovnarkhozes, Brejnev avec « l'autonomie des entreprises ». Ils ont échoué. Mais pouvait-on attendre de deux générations formées aux méthodes staliniennes de commandement administratif qu'elles se réforment elles-mêmes ? Et qui plus est, par des méthodes administratives !

Staline est mort, mais ni Khrouchtchev, ni Brejnev n'ont fait disparaître l'un des éléments caractéristiques du système : la peur. « La logique interne du système administratif, explique G. Popov, exige un sous-système de la peur, elle exige le droit pour le sommet à tout moment de

muter tout subordonné sans en donner les raisons. » L'académicien Likhatchev lui a fait écho : « La peur qu'il (le culte de la personnalité) a introduit en nous, dans notre chair et notre sang, immobilise et paralyse encore la conscience des gens. Et là où il y a peur, la vérité ne peut exister »⁴.

M. Gorbatchev et ses collègues, conscients de l'inadaptation des méthodes de commandement administratif pour développer une économie moderne, veulent, pour « dynamiser » la société et donner à l'URSS le statut d'une grande puissance économique véritable, avoir recours à d'autres méthodes : l'introduction, dans un système qui laisse au parti le contrôle du choix des cadres et la formulation des options fondamentales, de quelques éléments de techniques démocratiques, notamment, un peu moins de secret, un peu plus d'expression publique des intérêts des différents groupes sociaux, des éléments de procédure de choix compétitif des responsables locaux et des décisions au niveau local. Et à la suite d'Andropov, qui le premier, en juin 1983, avait condamné le divorce entre les paroles et les actes, ils veulent fonder sur la vérité, même si elle est encore relative, la mise en œuvre progressive d'un programme de développement économique et social.

Une telle réforme peut-elle remporter des succès si elle n'est que partielle ? Est-elle condamnée soit à l'échec, soit au passage à un système où le pluralisme ne serait pas seulement dans la presse, mais dans le système politique lui-même, où le choix public des options ne serait pas cantonné aux problèmes de l'administration locale, mais gagnerait le niveau central, où le pluralisme toucherait le parti lui-même et le système d'organisation politique ?

En effet, le but de la *perestroïka* n'est pas la démocratie, mais la « démocratisation ». Ce n'est pas l'économie de marché, mais une autre combinaison entre le plan et le marché, entre le centralisme et une certaine décentralisation. Ses contours sont encore largement imprécis et son rythme reste entre les mains de la direction du parti qui le module en fonction des soutiens et des résistances qui se manifestent à chaque étape.

Il faut laisser aux économistes le soin de répondre à la question de savoir si une réforme partielle peut conduire à des succès partiels, mais sur le plan politique, des réformes partielles sont possibles : tout en restant contrôlé par le parti, le choix des fonctionnaires à la base peut se faire par concours plutôt que par nomination discrétionnaire, et pour certaines fonctions, avec une élection au dernier stade pour départager les concurrents, plutôt que par une procédure entièrement administrative. La liberté d'association et de manifestation peut être accordée tant qu'elle ne remet pas en cause la direction par le parti. Une telle évolution a déjà existé dans d'autres pays socialistes. Pourquoi pas en URSS, où existe la conviction chez une forte minorité qu'il n'y a pas d'autre voie, puisque toutes les

4. D. S. Likhatchev, Du repentir à l'action, *Literaturnaia gazeta*, 9 septembre 1987, p. 2.

solutions opposées ont déjà échoué. La Roumanie est, pour les dirigeants soviétiques, un magnifique contre-exemple face à l'exemple hongrois.

Pourquoi la génération en place actuellement au sommet ne pourrait-elle pas en vingt ans faire des réformes partielles, par des successions de compromis entre des éléments contradictoires : bureaucratie-démocratie, apathie-initiative, nivellement des salaires-différence, unité-pluralisme, etc. ? En France, le Second Empire a duré dix-huit ans, tout en restant l'Empire. Il a été successivement autoritaire, libéral, parlementaire. N'était-ce pas une réforme du système ?

Lilly Marcou. — La *perestroïka* de Gorbatchev est la tentative la plus profonde jamais menée pour réformer le système soviétique. Si on analyse le processus engagé depuis mars 1985 selon les critères propres au régime en place, selon les mœurs de la société soviétique et à partir de l'histoire russe et non pas selon les valeurs occidentales issues de l'Etat de droit, on peut en effet déceler quelques éléments novateurs, prometteurs, inédits.

Pour la première fois, parallèlement à la réforme économique — tentée naguère et sur des registres différents par Lénine, Khrouchtchev et, au tout début de son règne, par Brejnev⁵ — une réforme politique est engagée.

Pour la première fois, des tentatives pour faciliter la création d'une société civile apparaissent. Si on ne peut pas parler de pluripartisme, des débats contradictoires et controversés sont engagés et ils s'expriment à travers les media — journaux et télévision —, livres et colloques institutionnels.

Pour la première fois, certains tabous historiques sont levés : le peuple soviétique retrouve partiellement, timidement, laborieusement une mémoire, sa mémoire collective — occultée et escamotée depuis des décennies.

Pour la première fois, le débat d'idées prend le pas sur l'idéologie, qui elle-même connaît une évolution certaine. Le problème des droits de l'homme échappe à la langue de bois et, à travers des institutions juridiques et des revues spécialisées, est débattu dans sa complexité.

Ce qu'on tente en URSS depuis mars 1985 n'est donc pas une simple accumulation de solutions techniques, mais on est bel et bien devant un processus de changement qui touche les racines de la société.

De même, une politique étrangère dynamique et originale place la démarche de Gorbatchev dans l'« après-Lénine ». Abolition de la guerre idéologique en faveur de la compétition pacifique ; concessions sur le terrain du désarmement, dont le droit au contrôle des sites est la plus saillante ; une position face au Tiers Monde où le messianisme révolutionnaire s'estompe devant les nécessités réelles de l'économie soviétique.

5. La réforme économique des années 60 fut plus précisément impulsée par le Premier ministre Kossyguine.

Enfin et surtout, une vision du monde et une conception de la guerre et de la paix inédites. A la notion de Lénine d'un monde coupé en *deux camps*, Gorbatchev substitue celle d'un *tout entier* avec des problèmes communs qui nécessitent des solutions mutuellement acceptables. Un monde contradictoire et compliqué, mais un monde objectivement uni par des liens d'interdépendance. L'image bipolaire est ainsi gommée au profit de l'idée d'intégralité.

Cette image d'un monde complexe et en totale interaction aboutit à une autre conception de la guerre et de la paix que celle héritée de l'Internationale communiste et dont Lénine posa les bases dès 1914. Certes, le XX^e Congrès du PCUS, en février 1956, avait déjà pris une première fois ses distances. Mais jusqu'au XXVII^e Congrès du PCUS (février 1986), l'idéologie soviétique évoquait une thèse héritée de la guerre froide selon laquelle la troisième guerre mondiale sonnerait le glas du capitalisme sur toute la surface de la terre. Cette fois-ci on n'admet même pas l'hypothèse d'une nouvelle guerre mondiale du fait que la réalité nucléaire exige que tout le monde gagne — sinon, tout le monde perd. Par conséquent, la coexistence pacifique n'est plus considérée comme une forme de la lutte de classes, les problèmes humanitaires étant prioritaires.

Voici ainsi liées d'une façon cohérente une politique intérieure et une politique extérieure dont Gorbatchev n'avait jamais caché la corrélation. Va-t-il réussir ? Le laissera-t-on faire ? Jusqu'où ? Et jusqu'à quand ? Difficile de répondre. Mais d'ores et déjà, le processus enclenché semble irréversible.

Au-delà des différents champs d'investigation, Pouvoirs souhaitait poser la question sous-jacente à l'ensemble de ce numéro : le système soviétique peut-il se réformer ?

A vrai dire, les auteurs des articles ont déjà donné eux-mêmes leur réponse et les points de vue qui précèdent confirment dans leur diversité qu'elle n'est pas unanime.

Les positions peuvent être rangées en trois catégories :

— *Il y a tout d'abord ceux qui privilégient les changements intervenus depuis trois ans : « La preuve que l'URSS est réformable, c'est que les choses changent. » Et chacun selon sa propre perception met l'accent sur les ouvertures vers le pluralisme, le retour en faveur du droit, la politique étrangère, les assouplissements économiques ou la redécouverte de l'histoire... On pourrait les appeler les optimistes positivistes, leur optimisme étant plus ou moins nuancé.*

— *D'autres soulignent les obstacles à toute réforme en profondeur : les oppositions ouvertes ou souterraines des privilégiés et les rigidités du système, butoir mécanique et finalement fragile au point que tout peut être emporté s'il cède quelque part. Personne n'est prêt à courir un tel risque. Ce sont les sceptiques désolés de l'être : « Même si Gorbatchev le voulait il ne le pourrait pas. »*

— Certains, enfin, ne partent pas d'une analyse du changement, car pour eux l'essentiel c'est le système communiste et que, s'il peut y avoir des retouches de détails ou parfois inversion des priorités, celui-ci est par essence immuable. Se reconnaîtront-ils sous l'étiquette des déterministes irréductibles ?

Mikhaïl Gorbatchev aura au moins réussi une fois encore à ce que le débat intellectuel en Occident passe par Moscou.

Philippe ARDANT

Marie MENDRAS